

Bundesgericht

Tribunal fédéral

Tribunale federale

Tribunal federal



CH-1000 Lausanne 14
Dossier n° 11.5.2/20_2019

Lausanne, le 5 juin 2019

Communiqué de presse du Tribunal fédéral

Arrêt du 21 mai 2019 (6B_237/2019)

Assassinats de Rapperswil : pas de thérapie ambulatoire pour l'auteur

La mesure thérapeutique ambulatoire requise par l'auteur des quatre assassinats de Rapperswil/AG ne peut pas être ordonnée car son internement, qui n'a fait l'objet d'aucun recours, suppose sa non-amendabilité à long terme. Le Tribunal fédéral rejette son recours contre la décision de la Cour suprême argovienne.

En 2015, l'homme avait tué quatre personnes à Rapperswil, dans le canton d'Argovie, et avait commis d'autres infractions graves dans ce contexte. En 2018, le Tribunal de district de Lenzburg l'a reconnu coupable de multiples assassinats ainsi que d'autres infractions et l'a condamné à une peine privative de liberté à vie. Il a également ordonné un internement ordinaire ainsi qu'une mesure thérapeutique ambulatoire pour le traitement des troubles psychiques de l'intéressé. La Cour suprême du canton d'Argovie a partiellement admis l'appel du Ministère public et levé la mesure ambulatoire.

Le Tribunal fédéral rejette le recours de l'homme, qui portait uniquement sur le refus d'une mesure thérapeutique ambulatoire. Le prononcé d'une mesure thérapeutique exige qu'il soit suffisamment vraisemblable qu'elle entraîne, dans un délai de cinq ans, une amélioration concrète des graves troubles psychiques liés à la commission des infractions. Dans le cas de l'intéressé, une peine privative de liberté à vie combinée avec un internement ordinaire ont été ordonnés. Le prononcé d'un internement suppose que l'auteur soit non-amendable, plus particulièrement que ses troubles psychiques ne soient pas accessibles aux soins sur le long terme. L'internement n'est pas l'objet de la

présente procédure. La non-amendabilité exigée pour l'internement et l'absence de perspective d'amélioration résultant d'une mesure thérapeutique établissent ainsi que les conditions d'une mesure thérapeutique ambulatoire ne sont pas remplies. Au demeurant, la Cour suprême ne s'est pas non plus écartée des rapports des deux experts en prononçant ce refus. Ceux-ci ont confirmé devant la Cour suprême qu'aucune amélioration sensible de la dangerosité ne pourrait être atteinte dans un délai de cinq à dix ans. Le fait qu'aucune mesure thérapeutique n'ait été ordonnée ne signifie pas que l'intéressé ne pourrait pas obtenir le soutien nécessaire. L'autorité précédente a renvoyé aux possibilités proposées dans le cadre de l'exécution de la peine, notamment aux soins psychiatriques volontaires. Il doit en outre être examiné régulièrement, conformément à la loi, si les conditions d'un passage à un traitement thérapeutique institutionnel sont remplies.

Contact : Peter Josi, Chargé des médias
Tél. +41 (0)21 318 91 53; Fax +41 (0)21 323 37 00
Courriel : presse@bger.ch

Remarque : Le communiqué de presse sert à l'information du public et des médias. Les expressions utilisées peuvent différer du libellé de l'arrêt. Pour la jurisprudence, seule la version écrite de l'arrêt fait foi.

L'arrêt est accessible à partir du 5 juin 2019 à 13:00 heures sur www.tribunal-federal.ch :
Jurisprudence > Jurisprudence (gratuit) > Autres arrêts dès 2000 > entrer 6B_237/2019.